

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota
En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito
Semaine du 04 avril 2024

Zoom sur :

Conjoncture colombienne : l'année débute sur des signaux contraires, d'un secteur à l'autre.

Les premières statistiques publiées pour janvier, si elles présentent une croissance, permettent difficilement de dire si la Colombie sort progressivement du ralentissement enregistré en 2023 (0,6 % de croissance).

Ainsi, en janvier l'indicateur mensuel d'activité enregistre une croissance de 1,5 % en rythme annualisé, soit une bonne performance pouvant laisser dénoter un bon début d'année. Or, cette performance est poussée presque exclusivement par le secteur agricole et les mines (+10,3 %), qui a souffert depuis la fin de la pandémie et dont les freins jusqu'alors à l'œuvre (coût des intrants post-conflit russo-ukrainien, phénomène climatique *El Niño*, ...) s'estompent peu à peu.

Toutefois, les activités secondaires ne montrent pas de signe de stabilisation, et voient leur niveau baisser de nouveau : -5 % g.a. en janvier, tant du fait de la baisse de l'activité industrielle (-4,3 % g.a, 10^e mois de baisse) que de celle de la construction. Plus des 2/3 des secteurs industriels voient ainsi leur activité baisser en janvier. Les ventes de logement neufs enregistrent 20 mois dans le rouge, et ont baissé de 45 % en 2023. Le commerce de détail – proxy de la demande – voit ses ventes baisser de 3,8 % g.a. en janvier, avec des résultats négatifs dans la moitié des secteurs.

Une part non-négligeable de cette baisse d'activité est sans doute liée au durcissement de la politique monétaire colombienne : le taux directeur est supérieur à 10 % depuis octobre 2022. S'il a baissé depuis décembre (et notamment fin mars, -50 pdb, cf. brève *infra*), ils restent très hauts, à 12,25 %. Toutefois, l'inflation baisse plus vite que prévue, et les taux pourraient terminer l'année à des niveaux moins étouffants pour l'activité économique.

Dans ce contexte, les prévisions restent diverses : Bancolombia (1^{ère} banque du pays) prévoit 0,6 % pour 2024, identique à 2023, et estime via son modèle de *nowcasting* que la croissance atteindra 0,6 % au T1. La Banque centrale a rehaussé sa prévision pour 2024, à 1,1 %.

Jacques Robin, Conseiller financier régional

Bolivie

Levée du Blocus au Port d'Iquique.

Après huit jours de blocage, le port d'Iquique au Chili est de nouveau autorisé pour les chargements et déchargements, soulageant les transporteurs boliviens. La mesure a été suspendue après un accord entre les travailleurs et la direction de l'entreprise portuaire. Les pertes estimées à 6 M USD par jour ont incité à une intervention des autorités boliviennes pour résoudre le conflit. Cette situation rappelle la dépendance de la Bolivie aux ports chiliens pour le commerce. Les parties appellent à une collaboration publique-privée pour éviter de futurs blocages et assurer la fluidité des échanges commerciaux.

Les exportations chutent de 28 % en janvier 2024.

Les exportations de la Bolivie ont subi une chute marquée de 28% g.a. en janvier, selon les informations fournies par l'Institut national de statistique (INE). Le pays affiche un déficit commercial atteignant les 171 M USD, accompagné d'une réduction de 10% des importations au cours de la même période. Par ailleurs, les relations commerciales bilatérales ont montré des déséquilibres, en particulier avec la Chine, avec laquelle un déficit de 122 M USD a été enregistré. Les exportations vers les principaux partenaires commerciaux, à savoir le Brésil, la Chine et l'Argentine, ont également connu une baisse significative (-19%).

Colombie

L'Etat, à travers la Superintendence de Santé, a effectué une intervention forcée auprès de EPS Sanitas, entreprise de service de santé, le 2 avril 2024.

Cette intervention administrative, pour une période d'un an, porte sur la deuxième plus grande entreprise de prestation de services de santé (EPS) du pays. Le régulateur justifie l'intervention par les problèmes financiers ainsi qu'une « violation des droits de ses affiliés ». L'objectif de l'intervention est d'éviter un effondrement financier de Sanitas qui présentait des signes de faiblesses financière, dû à un problème de sous financement s'aggravant au cours des années 2022 et 2023. Le régulateur prend ainsi en charge la gestion des 5,7 millions de patients affiliés à l'organisme. Ce chiffre

s'ajoute aux 11 millions d'affiliés à la « Nueva EPS » (connaissant également une intervention administrative depuis le 3 avril 2024), aux 8 millions provenant d'autres interventions dans des EPS, et aux 1,3 million appartenant à des entités publiques de santé. La Superintendence affirme que les services de santé assurés par Sanitas ne seront pas affectés par l'intervention du régulateur.

En 2023, l'épargne brute représentait 10,1 % du PIB, soit son niveau le plus bas depuis 1960.

Selon l'institut statistiques colombien (DANE), en 2023, l'épargne brute a baissé de 20 % passant à 42 Md USD vs. 52 Md USD en 2022.

Comparé à l'année 2022, l'épargne brute a chuté de 7,8 pt PIB. Cette réduction s'explique par la baisse de l'épargne des sociétés financières et des sociétés non-financières, alors que les ménages et le secteur public ont augmenté leur épargne en 2023. Selon Juan Daniel Oviedo, ex-directeur du DANE, l'incertitude du discours du Gouvernement sur la politique économique et les taux d'intérêts élevés ont conduit les entreprises à réduire de moitié leurs capacité d'épargne en 2023, désépargnant pour ne pas se financer à crédit. Le contexte monétaire a par ailleurs affaibli la demande, limitant donc leur capacité à épargne.

Hausse des prix de l'électricité pour le mois d'avril, sur fond de réservoirs proches des seuils critiques.

Les prix de l'énergie en bourse sont passés de près de 600 COP/kwh à plus de 850 COP/kwh sur la première semaine d'avril, pour se modérer marginalement par la suite. Les fournisseurs indiquent que cette augmentation pourrait se répercuter sur les prix des consommateurs, qui augmenteraient ainsi potentiellement de 10 %. Ils notent l'urgence d'activer le « statut des situations de risque de pénurie », qui fixe les coûts de l'énergie sur le « chemin de référence » des réservoirs des centrales hydroélectriques et sur ce qui est considéré comme les niveaux critiques de ces réservoirs pour le système électrique. Ainsi, avec cette mesure, les prix de l'énergie thermique seraient fixés au prix de pénurie. Le Ministre des Mines et de l'Energie espère que le retour des pluies permettra d'éviter un éventuel rationnement. Celui-ci assure qu'il y a un suivi rigoureux des réservoirs, qui se situe à un faible niveau de 31,6 % au niveau national, soit 4,8 points

au-dessus du niveau critique (26,8 %), et qu'il n'y a – pour l'heure – pas de risque de rationnement.

Baisse de l'exécution des travaux d'infrastructure entre 2020 et 2023 dans 76 % des départements du pays.

Selon le Centre de Compétitivité Régionale (SCORE), qui calcule des indices de compétitivité évolutive¹, l'exécution de projet de construction ou de rénovation d'infrastructures a chuté dans 76% des départements de Colombie ces trois dernières années. L'un des facteurs qui pourrait expliquer cette baisse dans l'exécution des travaux d'infrastructure est le cycle électoral. En effet, les élus ne peuvent pas signer de contrats les mois précédant les élections, celles-ci ayant eu lieu en 2023. En outre, le SCORE en déduit que la connectivité routière et les services publics sont en baisse. Selon l'Indice de Compétitivité Départemental (IDC), le département de Vichada est catégorisé comme étant le Département qui a enregistré la plus forte baisse dans les progrès réalisés en matière d'infrastructures : -20 %, suivis par Guainía (10 %) et Guaviare (-8, %). Bogotá a enregistré une baisse de -4 % dans la qualité et la connectivité de ses services publics, les transports ainsi que dans la capacité de mobilité des biens et des personnes. Dans ce cadre, l'ANDI (association nationale des entrepreneurs de Colombie) souhaite une accélération de la mise en œuvre des travaux d'infrastructure dans le pays, ce qui pourrait permettre d'accroître la compétitivité du pays en termes d'exportations.

La Banque centrale a revu le taux d'intérêt directeur à la baisse de 50 points de base le 22 mars dernier.

Le taux d'intérêt directeur est ainsi passé de 12,75 % à 12,25 %, accélérant sa baisse (-0,25 ppt lors de la réunion de politique monétaire précédente). Pour mémoire, le taux avait atteint un niveau maximal à 13,25 % en juin dernier, avant de débiter une baisse à partir de décembre, en lien avec la baisse de l'inflation. Ainsi, le taux d'intérêt réel s'établit désormais à 4,5 % après la baisse du taux de mars. Les conclusions de la réunion de politique monétaire justifient cette accélération du rythme par la baisse des projections d'inflation pour la fin d'année,

passées de 5,9 % en janvier à 5,4 % en mars. Cependant, le Ministre des Finances estime qu'un taux d'intérêt réel de 2,6 % serait idéal pour relancer l'économie et a ainsi voté pour une baisse plus forte de 100 pbb. L'autorité monétaire reste prudente du fait de la persistance de l'inflation sur les services (loyer, éducation, services personnels – à 8,5 % en mars 2024, soit une baisse de seulement 0,5 pt% sur un an), des potentiels effets d'une augmentation du salaire minimum sur les prix et de l'impact du phénomène climatique *El Niño* sur les prix alimentaires et sur l'électricité. La prévision de croissance pour 2024 a été revue à la hausse, passant de 0,8 % à 1,1 %.

Guyana

Le potentiel du secteur agricole illustré par la première récolte de millet.

Cette première récolte marque le début d'une potentielle période de croissance pour le secteur agricole du pays. Le ministre de l'agriculture a annoncé qu'environ 530 hectares ont été cultivés, avec un rendement de 1,8 tonne par hectare. Le ministre a souligné que la production de millet permettrait non-seulement de compléter les régimes alimentaires locaux, mais aussi de soutenir l'industrie de l'élevage. De plus, cette culture est résiliente face aux conditions climatiques défavorables ce qui en fait un atout pour l'agriculture du Guyana. Le gouvernement prévoit d'explorer d'autres cultures à forte valeur ajoutée, tels que les pois chiches. Ainsi, selon le gouvernement, le Guyana pourrait tirer parti d'une certaine diversité agricole dans le futur. Pour mémoire, le Guyana souhaite devenir le « grenier » du CARICOM.

Suriname

Le président poursuit ses discussions avec Power China dans le but de développer la production d'énergie et ajustements tarifaire pour les plus modestes.

L'objectif de ces discussions était d'explorer les possibilités de production d'énergies alternatives dans le pays (notamment solaire).

¹ L'Indice départemental de compétitivité (IDC) mesure comment les différents départements du pays ont évolué au fil du temps en termes de développement économique et social. Cet indice prend en compte plusieurs facteurs, comme

l'éducation, la santé et l'efficacité du gouvernement, pour donner une idée de la compétitivité de chaque région.

Il est estimé que ces projets d'énergie solaire pourraient fournir de l'électricité à dix mille foyers supplémentaires. Par ailleurs, suite à la suppression de la subvention à l'énergie, prévue dans le cadre du programme FMI en cours, le Ministre des Finances a annoncé des ajustements tarifaires visant à rendre l'énergie plus abordable pour les ménages à faibles revenus, tout en augmentant les tarifs pour les consommateurs plus aisés, les hôtels et supermarchés. Ainsi, pour les ménages qui consomment jusqu'à 900 kilowattheures par mois, des dispositions seront prises afin d'absorber les augmentations et les utilisateurs consommant jusqu'à 400 kilowatts seront entièrement indemnisés. L'objectif de la politique du gouvernement est de garantir que l'énergie soit accessible à tous les ménages, tout en encourageant une utilisation plus responsable de celle-ci.

Pérou

Hausse de la « fuite des cerveaux » au Pérou.

Selon l'Institut National de Statistique et d'Informatique (INEI), la « fuite des cerveaux » s'aggrave au Pérou, empirant la crise de l'emploi formel. Sur les six premiers mois de 2023, 415 393 professionnels ont migré, portant à plus de 3,3 millions le nombre de Péruviens partis depuis 30 ans, soit près de 10 % de la population. Cette tendance impacte le marché du travail, avec 65 % des entreprises confrontées à des difficultés pour trouver des professionnels qualifiés. Cette tendance croissante a vu la proportion de jeunes péruviens souhaitant migrer pour de meilleures opportunités augmenter, passant de 36 % à 47 % en seulement un an, révélant une quête accrue d'opportunités à l'étranger face aux défis locaux, où la rémunération locale peut être inférieure de 40 % par rapport à l'étranger pour les migrants diplômés.

Ralentissement de l'investissement public après 14 mois de hausse.

Selon le Ministère de l'Économie et des Finances (MEF), l'investissement de l'État au Pérou a diminué de 14,5 % en mars, s'établissant à 1,66 Md PEN (416 M EUR) après 14 mois consécutifs de hausse. Globalement, l'investissement public, incluant les trois niveaux de gouvernement (national, régional et municipal), a atteint S/ 4,16 Mds (1 Md EUR env.) au mois de mars, marquant une progression de +8,6 %, contre +136 % début

2024. Les gouvernements régionaux ont poursuivi une hausse importante de leurs investissements à 1,16 Md PEN (291 M EUR) soit +69 % par rapport à mars 2023, et les municipalités ont dépensé 1,35 Md PEN (338 M EUR) soit +10,6 % par rapport à mars 2023. Malgré ce ralentissement, ces résultats attestent d'une croissance trimestrielle globale (T1 2024) de l'investissement public de 34,9 %, représentant 9,51 Md PEN (2,37 Md EUR) malgré des niveaux d'exécution budgétaire de plus en plus faibles, selon les analyses.

Venezuela

L'Inde suspend ses achats de pétrole vénézuélien, craignant le retour des sanctions étatsuniennes.

Les raffineurs indiens publics et privés ont suspendu leurs achats de brut en provenance du Venezuela, car la dérogation aux sanctions étatsuniennes sur les exportations de pétrole du Venezuela expire le 18 avril et pourrait entraîner des complications si elle n'est pas renouvelée. Le raffineur privé *Reliance Industries*, le plus grand acheteur indien de brut vénézuélien de qualité *Merey*, cherche à éviter les complications avec les cargaisons si les États-Unis devaient réimposer les sanctions qui ont été temporairement levées pour six mois à la mi-octobre 2023. À l'approche de la date d'expiration de la dérogation, le raffineur public *Indian Oil Corporation* a également cessé d'acheter du brut vénézuélien, selon les sources de Bloomberg.

L'intervention bancaire continue pour stabiliser le Bolivar (VES).

Les interventions sur le marché des changes en mars ont atteint 210 M USD (le chiffre mensuel le plus bas de l'année). En cumulé au 1er trimestre le chiffre atteint 934 M USD (-29 % g.a.) La BCV renforce ainsi la stratégie de stabilisation du taux de change, bien que le bolivar se soit déprécié de 0,56 % la dernière semaine du mois, ce qui maintient la tendance à des augmentations modérées sur le marché.

La liquidité monétaire monte en flèche la dernière semaine de mars et dépasse les 84 Md VES.

Lors de la coupure hebdomadaire du 22 mars, la liquidité monétaire a augmenté de 9,1 %, alors que la hausse hebdomadaire moyenne durant le reste de l'année 2024 a été de 1,4 %. Pour mémoire, la plus haute hausse de liquidité sur une semaine remonte au 13 octobre 2023 (+8,3 %). La liquidité monétaire représente à 2,3 Md USD au taux de change officiel, tandis que les banques détiennent des dépôts en devises étrangères équivalant à 1,7 Md USD à la fin du mois de février, et le total des devises étrangères en circulation dans l'économie est estimé à plus de 5,5 Md USD.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants* (Md USD)	Croissance du PIB (en % du PIB)	Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)	Inflation (%)
--	-------------------	----------------------------------	------------------------------------	---------------------------------	---------------------------------------	--------------------	---------------

	2023 e	2023 e	2022	2023 p.	2023 p.	2023 p.	2021	Variation par rapport à 2020	Variation en fin de période, 2023 p.
Bolivie	12,13	46,8	3,5	1,8	-2,7	80,8	118	+1	3,6
Colombie	52,16	363,8	7,3	1,4	-4,9	55,0	88	0	8,8
Equateur	18,26	118,69	2,9	1,4	1,5	55,5	95	+4	2,4
Guyana	0,794	16,33	62,3	38,4	18	29,9	108	+1	3,8
Pérou	34,509	264,64	2,7	1,1	-1,9	33,9	84	+1	4,2
Suriname	0,624	3,54	1,0	2,1	1,5	107	99	-7	40
Venezuela	26,54	92,21	8,0	4,0	2,2	n.a.	120	-2	250,0
Argentine	46,8	621,83	5	-2,5	-0,6	89,5	47	0	135,7
Brésil	204,2	2 126,2	2,9	3,1	-1,9	88,1	87	-1	4,9
Chili	20,0	344,4	2,4	-0,5	-3,5	38,4	42	+1	4,5
Mexique	131,2	1 811,47	3,9	3,2	-1,5	52,7	86	+2	4,5

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsables de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Mario DE MENECH, Andrés BRAGANZA, John Anderson COLORADO, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA

Abonnez-vous : jacques.robin@dgtresor.gouv.fr; mario.demenech@dgtresor.gouv.fr